

I'Humanité

rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 374

Samedi 22 novembre 1975

LES PEUPLES D'ESPAGNE VEULENT LA RÉVOLUTION

Le bourreau du peuple espagnol est enfin mort. C'est une nouvelle que les peuples du monde, les peuples d'Espagne en tout premier lieu bien sûr, accueillent avec une immense allégresse. Il est enfin mort, le dictateur qui ensanglantait le pays depuis près de 40 ans, maintenant l'ordre fasciste à coups de garrots, de pelotons d'exécution, de fusillades contre les ouvriers, de gardes civils ; le responsable de l'assassinat d'un million d'Espagnols, l'allié d'Hitler et de Mussolini. Voilà certes un événement profondément réjouissant. Mais il marque aussi un tournant dans l'histoire du pays, l'aube de nouvelles luttes et de nouvelles victoires pour les peuples d'Espagne.

Car si Franco est mort, le franquisme, pour l'instant, continue sans lui. Et les premières semaines du règne de Juan Carlos ont été marquées par la décision du blocage des salaires des travailleurs et de nombreuses arrestations.

L'âpre bataille pour la succession qui s'est engagée avant même la disparition effective du vieux tyran témoigne de l'ampleur des convoitises qui se développent en direction de l'Espagne.

Pays européen aux riches ressources, occupant une position stratégique clé sur le continent, l'Espagne se voit désormais au cœur d'une bataille d'influence où rivalisent l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe, tandis que le capital monopoléur ouest-européen cherche à tirer son épingle du jeu et dispose lui aussi de ses propres «chevaux» à l'intérieur de la bourgeoisie espagnole.

La décision de Giscard d'Estaing de participer aux cérémonies d'investiture de Juan Carlos, successeur désigné de Franco, marque l'intérêt que les pays de la Communauté européenne portent à une intégration de l'Espagne à la CEE, rendue possible à leurs yeux par la disparition de Franco. Celle-ci donnerait à l'Europe un poids accru par rapport aux deux superpuissances.

L'impérialisme américain, rempart traditionnel du fascisme espagnol, n'est pas prêt d'accepter de céder du terrain, d'abandonner ses investissements rentables ni ses nombreuses et importantes bases militaires.

Le social-impérialisme russe, de son côté, pense que son heure arrive en Espagne. La situation nouvelle lui offre des marges de manœuvres et de pénétration qui lui étaient interdites auparavant, la possibilité d'avancer ses tentacules, comme au Portugal, sur un territoire jusque là chasse gardée de son rival américain.

Tout indique que, désormais, les luttes des peuples d'Espagne pour l'indépendance nationale, la terre, le pain, la révolution prolétarienne, vont prendre un nouvel et vigoureux essor contre le fascisme, l'impérialisme et le capitalisme.

(Suite page 8)

APRES LA MORT DE FRANCO

LA JOIE POPULAIRE ECLATE

La bête immonde est morte, et d'ores et déjà un peu partout en Europe de l'Ouest des manifestations de joie spontanée éclatent.

Ainsi à Hendaye, au pays basque, chacun fête la nouvelle, et les joyeuses tournées générales sont de règle dans tous les bars de la ville. A Bayonne, un groupe de réfugiés a promené jeudi matin pendant plus d'une heure à travers les rues un cercueil surmonté d'une croix gammée et d'une effigie du tyran sanguinaire. Vendredi en fin d'après-midi et dans la soirée se déroulera la «Fête de la liberté» dans le vieux Bayonne. D'Hendaye à Bayonne, il y a une ambiance de fête dans les rues animées par des joueurs de «TXISTU» et de «GAITA», instruments de musique traditionnels, des danseurs de fandango s'en donnent à cœur joie.

A Marseille une manifestation fêtant la mort du tyran, rassemblant environ 300 personnes, s'est regroupée près du Monument des «Mobiles» en haut de la Canebière. Elle a été l'objet d'une violente agression de la part d'une poignée de fascistes se réclamant de la Phalange. Plusieurs manifestants, frappés à coups de matraques, ont été blessés.

A Paris enfin, plusieurs centaines de personnes dont de nombreux Espagnols se retrouvèrent au Trocadéro, à l'appel du FRAP. Guitares, chants, danses et feux d'artifices marquaient l'allégresse populaire jusque tard dans la nuit tandis que le slogan lancé au Portugal «Le peuple uni jamais ne sera vaincu» était de nombreuses fois lancé et repris.

Un peu auparavant, le FRAP avait fait la déclaration suivante qui, au-delà de l'allégresse suscitée par la mort du tyran, trace le chemin des luttes futures :

«Un des plus grands assassins de l'histoire contemporaine vient de mourir. Dernier survivant du nazisme fasciste en Europe, Franco est mort. Mais le franquisme continue avec sa féroce exploitation, son oppression, son obscurantisme et sa tyrannie. C'est pourquoi il faut intensifier la lutte contre le franquisme...

«Le peuple doit manifester par tous les moyens sa grande joie et organiser toutes sortes d'actions (...) exigeant : la liberté totale de tous les prisonniers politiques, le retour des exilés, la suppression immédiate de tous les corps répressifs de la dictature, les libertés démocratiques pour tous les peuples d'Espagne, en vue d'instituer une république populaire et fédérative.»



Jeudi soir à Paris : chants révolutionnaires et feux d'artifice célébrant la mort du tyran



LE 24ème CONGRES de la fédération
CFDT D'EDF-GDF

Elaboration de la résolution générale

L'élaboration de la résolution générale du congrès s'est poursuivie mercredi et jeudi à partir de plus de 140 propositions émanant de la centaine de syndicats membres de la fédération «Gaz-électricité CFDT». Si quelques amendements recouvraient des questions de détail, on peut noter que, bien qu'ayant entraîné un très long débat, le nombre des préparations reflète aussi la bonne préparation du congrès. Les points essentiels qui ont fait l'objet de discussions mercredi et jeudi ont été les suivants :

— *Augmentations égales pour tous.* Ce mot d'ordre a été réaffirmé à l'unanimité par le congrès en le resituant dans le cadre de la «remise en cause du système hiérarchique».

Les dirigeants révisionnistes de la fédération CGT qui depuis 3 ans avaient engagé une polémique contre la théorie des augmentations uniformes et défendaient la hiérarchie capitaliste, sur ces questions enregistrent donc un nouvel échec.

— *La question nucléaire.* Une motion présentée au congrès visait à arrêter les constructions en cours prévues de centrales nucléaires, «ce système énergétique tente essentiellement à assurer la pérennité d'une croissance fondée sur le profit et le pouvoir du monopole multinational». Comme s'il y avait un «système énergétique» et non pas un «système capitaliste» dans lequel toute l'économie, y compris bien sûr les monopoles nationalisés, ne pouvait pas tomber dans le profit.

Cette motion a été repoussée par le congrès, et a confirmé la position prise par la fédération pour que le programme nucléaire ne soit pas poursuivi tel quel, mais que le recours au nucléaire soit le plus faible possible et la période transitoire la plus courte possible (diversification des sources d'énergie).

— *Tendances.* Un amendement était proposé par les délégués d'un syndicat revendiquant la création de tendances «en accord sur des revendications syndicales précises ou sur une analyse différente des événements d'une situation, par rapport à la majorité». Cette proposition est relevée à chaque congrès par quelques trotskystes et a été repoussée par la quasi-unanimité du congrès.

Ce congrès se poursuit vendredi.

LABORATOIRE BUI WONG St AVOLD

Agressions contre les travailleurs

Les travailleurs du laboratoire d'analyses médicales Bui Wong en grève depuis 4 mois pour s'opposer au licenciement d'un délégué du personnel, se sont vus durement réprimés lors de la manifestation du samedi 15 novembre.

Une fois de plus, les travailleurs ont été sauvagement agressés par les forces de police, et bon nombre d'entre eux ont été emmenés et retenus dans les locaux de la police. Il y a au moins 20 blessés parmi les manifestantes et manifestants, dont 4 plus grièvement ont dû être conduits à l'hôpital, dont un militant de l'Humanité Rouge.

Bui Wong qui exploite dans les pires conditions le personnel qui travaille chez lui, exerce des moyens de pressions et d'agressions : 28 constats d'huissiers, par

trois fois, les grévistes ont été traînés devant les tribunaux comme des malfaiteurs, par deux fois, gardés à vue au commissariat de police de Saint-Avold, des milices privées payées par Bui Wong ont agressé les grévistes sous le couvert de la police.

Depuis le 12 septembre, des flics sont en faction permanente devant chez Bui Wong pour faire pression sur les grévistes.

De plus, en ce qui concerne toutes ces violences, le Républicain Lorrain à la solde de la bourgeoisie, déforme les événements dans ses colonnes, dans le but de faire porter toute la responsabilité de ces incidents aux travailleurs qui manifestaient pour la réintégration de leur camarade.

Les communistes marxistes-léninistes
de Saint-Avold

SECURITE SOCIALE LIMOGES :

La fédération CGT impose sa propagande

A Limoges le PCF dirige en maître absolu le syndicat général des organismes sociaux composé de trois sections : caisse régionale ; caisse primaire ; URSSAF et caisse d'allocations familiales.

C'est à l'intérieur de la caisse régionale la plus importante (700 employés environ) que le PCF a établi son fief CGT le plus solide. Toute la direction bureaucratique et répressive du syndicat en est issue et y dicte, à partir de sa permanence, ses ordres aux autres sections CGT des caisses de sécurité sociale. Depuis deux ans environ, une commission des jeunes a été créée au sein du syndicat général CGT. C'est à partir de cette commission que les dirigeants PCF-CGT vont avoir, dès le début 75, des difficultés qu'ils essaieront de régler à leur manière.

En effet l'édition du No 1 de 1975 du journal des jeunes élaboré par cette commission fut purement et simplement censuré par la «commission de propagande» du syndicat. Mieux, ce numéro du journal des jeunes fut remplacé intégralement par des articles plus «orthodoxes» extraits des feuilles fédérales ou confédérales de la CGT. Tout ce travail d'«épuration» de la propagande du journal des jeunes fut fait à toute vitesse et en coulisse. Certains membres de cette commission ne furent même

pas avertis de l'exécution de cette basse besogne contre leurs articles alors que les dirigeants révisionnistes exigeaient d'eux qu'ils distribuent ce genre de presse.

Par ailleurs, au cours du printemps, des attaques violentes par tract avaient été également portées par le syndicat CGT des cadres contre le journal des jeunes de la CFDT. Des jeunes de la CFDT avaient osé remettre en cause la hiérarchie capitaliste, les cadres et les augmentations hiérarchisées. Sous prétexte de confusion et d'erreurs d'analyses faites par ces jeunes CFDT les pontes PCF en profitèrent pour revendiquer une plus grande hiérarchie et taper basiquement sur ces jeunes.

Depuis ces derniers jours le PCF orchestre en coulisse dans la CGT une campagne qui vise un militant de l'Humanité Rouge et fait courir le bruit dans sa propre section syndicale (caisse primaire) que les jeunes l'ont exclu de la commission des jeunes de la CGT. Les seuls faits intolérables pour les révisionnistes sont que ce militant refuse toute censure, remet en cause le Programme commun, se bat pour la démocratie syndicale et refuse la soumission en face de la propagande PCF dans la CGT. Une affaire à suivre.

Correspondant H.R.

SOCIETE RENNAISE DU MEUBLE :

encore un licenciement voté par les délégués CGT d'un Comité d'entreprise

Récemment un militant CFDT employé à la société rennaise du meuble a été licencié. Délégué syndical, il ne pouvait être mis à la porte qu'avec l'approbation du comité d'entreprise de la société comprenant trois délégués CGT, un CGC et un CFDT. L'accord de la majorité du CE, le patron l'a obtenu sans difficulté : il avait de son côté non seulement le représentant de la CGC mais aussi ceux de la CGT. Car, une fois de plus, des délégués CGT ont apposé leur visa au bas de la lettre de licenciement d'un ouvrier ! Comme ils viennent de le faire à Chauvin (Ivry), ou avant aux Batignolles (Nantes), etc. Cet ouvrier licencié, Joseph Moizan, déclare :

Depuis septembre, j'ai trois ans de présence chez Poirier (patron de la société rennaise du meuble). Et je suis délégué syndical depuis deux ans.

Président de la Chambre patronale de l'ameublement, Poirier surveille de près ses ouvriers. Il n'aime surtout pas la CFDT qui dans la boîte lutte contre les cadences

intolérables. Ces cadences sont de plus en plus dures à tenir malgré une diminution du travail. D'ailleurs il y a des accidents.

Pour ce qui est de mon licenciement, le patron avait prévu de licencier pour raison économique. Il voulait surtout éliminer le délégué CFDT et par là, la section CFDT.

Le vote des délégués CGT au CE, c'est difficile à expliquer... Mais pour moi, c'est

de la complicité avec le patron... En tout cas les travailleurs de la boîte n'approuvent pas l'attitude des délégués !

Un délégué CGT m'a reproché d'avoir des positions syndicales trop dures. Mais, on n'est jamais assez dur pour défendre les copains !

Maintenant, dans la boîte, les copains vont encore être plus surveillés pour produire toujours davantage. Poirier va essayer de récupérer les avantages acquis. Il va essayer de continuer la purge... Et les délégués CGT sont complices d'une telle situation !... Cela ne sert à rien de réclamer des libertés syndicales quand on accepte les licenciements d'un délégué, ou de n'importe quel ouvrier.



Usine STEMAT à Aubin (Aveyron)

ENTRETIEN AVEC DES OUVRIERS

Depuis le 6/11/75, 60 des 70 ouvriers de l'usine Stemat (qui compte avec les bureaux un total de 112 employés) sont en grève contre une menace de licenciements que le directeur, Taragnat, laisse planer sur eux.

— Pouvez-vous présenter l'usine ?

La Stemat est une petite usine qui fabrique des appareils de chauffage. Le grand patron est à Paris. Le service commercial à Trappes. La Stemat existe depuis 1962, époque de la fermeture des mines dans le bassin houiller de Decazeville. Elle est une de ces fameuses « usines de reconversion » comme la Cogeram à Aubin, Manival à Marcillat, pour les mineurs et les fils de mineurs. (vu les menaces de licenciements, faudra-t-il donc « reconvertir » les usines de reconversion ?). La Stemat touche chaque année une subvention des HBA — Houillères du bassin d'Aquitaine — qui détiennent 50 % des actions.

— Comment s'est monté le syndicat (CGT) ?

En 1966 s'est monté un syndicat. Une grève a éclaté. Mais tous les ouvriers ont été lock-outés, et le directeur a réussi à casser le syndicat.

ORLANE (Orléans) :

MANŒUVRE D'INTIMIDATION DE LA DIRECTION

Après deux semaines de grève et une reprise du travail dans la victoire, les sanctions commencent à tomber.

Les deux délégués CFDT et le délégué FO ont reçu une convocation de la brigade criminelle pour séquestration de la direction.

Malgré les promesses de la direction de ne pas faire de mutation, un gréviste vient d'être changé de poste sans explication ; à la préparation de commandes, nous sommes accusés de faire de l'obstruction au travail.

Nous apprenons également que la prime de vacances sera réduite pour les grévistes, ce qui revient à en faire une prime antigreve.

Ainsi, la direction reprend ce qu'elle avait lâché pendant notre grève. La section CFDT mobilise le personnel.

Correspondant HR.

* Contrairement à ce qui était indiqué dans l'HR No 365, les grévistes n'ont pas obtenu le paiement à 100 % des heures de grève, mais que la prime de 150 F versée aux non-grévistes nous soit attribuée, ce qui revient à 350 F environ par gréviste.

ECHOS :

LES REVENDICATIONS DES POMPIERS SALARIÉS

Une journée revendicative des pompiers salariés se déroulera le 4 décembre prochain à Paris. Ils réclament notamment le maintien de leur pouvoir d'achat, le renforcement des effectifs et la titularisation des auxiliaires. D'autre part, diverses assemblées se sont tenues notamment à Nice, Montpellier, Nantes, qui rassemblaient les délégués des grandes villes de l'Ouest.

GREVE DES JOURNALISTES DE LA COMPAGNIE REGIONALE D'ÉDITION ET DE PRESSE A MARSEILLE

Les sept journalistes et un laborantin des mensuels « Objectif-Sud » et « Provence-Magazine » de Marseille se sont mis en grève le 18 novembre au soir pour une durée illimitée. Ils demandent l'arrêt de la procédure de licenciement d'un reporter-photographe, la garantie de l'emploi et l'application de leur convention collective.

En 1968, pas de grève (car il n'y avait pas de syndicat, et il y avait des commandes).

En 1971, le syndicat (CGT) réussit à se remonter. Et aujourd'hui qu'on s'approche des élections de délégués et au CE, en février et mars, c'est possible que Taragnat veuille encore tout casser.

— Quelles sont les conditions de travail ?

3/5 des salaires sont inférieurs à 1 500 F. Un OS gagne dans les 1 280 F, un P3 (niveau le plus élevé) gagne 1 800 F.

Et encore pour toucher 1 280 F, il faut compter les primes dedans et les primes sont vraiment données à la tête du client. Si tu leur plais pas à ces gens-là, t'es catalogué.

Les cadences sont élevées, on a sans arrêt des chefs sur le dos. Taragnat tourne dans l'atelier. Et il s'est entouré de 2 gardes chiourmes. Sans compter les petits mouchards : pour aller au cabinet il faut demander la permission, et si on met trop de temps, ils demandent si on a de l'urée.

Les insultes : le directeur traite les ouvriers de « traîne-patins », « fainéants », « lopettes ». Il fait courir des ragots. Il se permet de passer par tel ouvrier pour parler de tel autre, et réciproquement.

Sa méthode, elle est bien connue : « diviser pour régner ».

— Comment la grève a-t-elle démarré ?

C'est parti d'un ras-le-bol des ouvriers. C'était la guerre des nerfs, ça faisait deux

mois que pesaient les menaces de 31 licenciements. On ne savait jamais les noms.

C'est les ouvriers qui ont décidé. Un matin ils étaient dehors. Ils ont dit : « Y en a marre... et maintenant il y a les licenciements... on arrête. » Ils étaient à bout les nerfs.

— Comment se déroule la grève ?

Les ouvriers vont au local des vestiaires, où il y a une assemblée générale tous les jours. Il n'y a pas d'occupation, ni de piquet de grève. La solidarité financière n'a pas encore été organisée (au jour où nous écrivons, le 18/11/75 — NDLR). A noter que les gendarmes sont dans la cour de l'usine chaque fois qu'il y a réunion.

— Quelles sont les perspectives ?

On pense organiser la solidarité financière. Pour le reste on a pas encore discuté.

Le lundi 17 au matin, en AG, les 52 ouvriers présents se sont prononcés (à la quasi-unanimité) pour la poursuite de la grève. On a demandé à chacun devant tout le monde sa façon de penser. « Que chacun ait la franchise de dire ce qu'il pense ». « Avec ce système, chacun prend ses responsabilités devant tout le monde, de façon à ce qu'il ne nous critique pas par derrière ».

Pour beaucoup c'est la première grève, on est décidé à lutter.

Des ouvriers de la Stemat et le correspondant HR

Assurances du groupe de Paris

La fédération CGT appelle à reprendre le travail... le combat continue

Après la manifestation de solidarité du lundi 17 novembre qui avait démontré clairement, malgré les tentatives évidentes de récupération de la part de la Fédération CGT des Assurances, l'écho très important de la lutte des grévistes des AGP, la direction du syndicat CGT des Assurances a procédé au sabotage systématique de la grève :

— L'argent collecté lors de la manifestation (environ 1 256,00 F d'après la CGT) n'a pas été remis à la commission financière dépendant du comité de grève comme cela aurait dû être fait ; au lieu de cela cet argent a été accaparé par la direction du syndicat CGT des Assurances qui l'a fait distribuer par ses militants et selon son bon vouloir (à l'heure actuelle on ne sait toujours pas exactement ce qui est revenu à chaque gréviste et si la totalité de l'argent a été distribuée).

— Le mardi 18 novembre au matin, à 9 heures, le dirigeant révisionniste de la CGT Assurances, Bruman, a convoqué une réunion des adhérents CGT grévistes des AGP. A la sortie de cette réunion la CGT annonçait son intention de faire reprendre le travail et invoquait le caractère soi-disant « minoritaire » de la grève en semant le pessimisme et la désertion dans tous les esprits. La manœuvre était claire : c'est la direction CGT-PCF qui avait donné la directive de sabotage à ses militants de base (qui eux n'en sont pas responsables).

— L'après-midi, la CGT annonçait qu'elle avait réussi à arracher des négociations et qu'une réunion avec la direction aurait lieu jeudi à 16 heures. Devant tous les travailleurs, le comité de grève dénonça ce mensonge : cette réunion en question n'était rien d'autre que la réunion annuelle des organisations syndicales de l'entreprise pour discuter du « contrat salarial », qui était prévue largement à l'avance et qui n'avait rien à voir avec une négociation arrachée par la lutte.

Le matin, des représentants du comité de grève accompagnés de grévistes se rendaient à la manifestation des employés de banques à 10 heures ; alors que cette initiative permettait de coordonner les diverses entreprises en lutte, la CGT refusait d'y participer. Néanmoins les grévistes étaient accueillis chaleureusement par les travailleurs des banques et des contacts étaient pris pour effectuer des collectes et des interventions dans certaines entreprises (notamment au CIC et à la Société générale).

Mercredi matin, la CGT appelait à reprendre le travail (y compris ses délégués) en invoquant une hypothétique poursuite de la lutte sous la forme de débrayages quotidiens d'une heure et en laissant l'illusion qu'on pourrait « tout recommencer » si l'on n'obtenait pas satisfaction lors de ces fameuses négociations.

Il s'agissait en fait pour la direction révisionniste CGT Assurances d'enterrer purement et simplement un mouvement qui la gênait depuis le début.

Malgré ces sabotages, les travailleurs restent en grève (y compris des adhérents CGT) et comptent bien continuer le combat en dénonçant auprès de leurs collègues les trahisons de la direction CGT des Assurances.

Une prise de conscience de plus en plus nette du rôle de diviseurs et de traîtres des révisionnistes se développe.

Pour la poursuite de la lutte le comité de grève appelle à un gala de solidarité qui aura lieu samedi 22 novembre 1975 à la Bourse du Travail — 85, rue Charlot Paris-3è (salle Eugène Henaff) de 10 heures à 18 heures. Au programme : musiques et chansons, interventions des travailleurs des AGP et du comité de grève, interventions de délégations d'entreprises en lutte (probablement Air France) — Prix du bon de soutien : 10 F.

Quels intérêts défend le PCF ?

Les dirigeants du PCF voudraient faire croire que les contradictions existant entre eux et les dirigeants socialistes tiennent au fait que ces derniers sont des *réformistes* alors qu'eux-mêmes seraient des *révolutionnaires*.

En réalité, le PCF tout comme le PS est un parti bourgeois. L'un comme l'autre parle de «socialisme» mais dans les faits défend le système capitaliste. Ni l'un ni l'autre ne veut détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, fait pour opprimer les masses. Ils n'aspirent qu'à s'installer à la tête de cet Etat. Pour le PS, les choses sont claires. Les socialistes ont été suffisamment longtemps au pouvoir, en France comme dans d'autres pays pour prouver qu'ils sont, comme disait Léon Blum, des «gérants loyaux» du capitalisme.

Quant aux dirigeants du PCF, il suffit de rappeler qu'ils veulent conserver la police, l'armée, la justice bourgeoises pour comprendre qu'ils ne mettent nullement en cause le pouvoir de la classe bourgeoise. Ce qu'ils veulent, c'est s'installer au gouvernement pour prendre en main les leviers de l'Etat capitaliste.

Lorsqu'on parle des contradictions existant entre le PCF et le PS, de même qu'avec les partis aujourd'hui au pouvoir, il doit être clair qu'il s'agit de contradictions au sein de la classe bourgeoise, de contradictions entre ennemis de la classe ouvrière. Mais il existe néanmoins entre eux des différences et des contradictions d'intérêts.

Celles-ci ne sont pas apparues ces derniers temps ; elles existaient déjà lors de la signature du «Programme commun». Le livre récent du dirigeant socialiste Poperen, intitulé «L'unité de la gauche», ainsi que le rapport présenté en 1972 par Marchais devant le Comité central du PCF et rendu public seulement en 1975, sont à cet égard intéressants. Ils mettent en lumière que les contradictions étaient de deux ordres : sur les nationalisations et sur la politique internationale et de défense.

UNE BOURGEOISIE BUREAUCRATIQUE D'ÉTAT...

Si le PCF et le PS étaient d'accord sur le principe des nationalisations, ils ne l'étaient nullement sur leur ampleur. Les dirigeants du PCF voulaient en effet les étendre de façon importante, en particulier dans l'automobile et la sidérurgie. Ce qu'a refusé le PS.

Marchais disait à ce sujet : «Le programme prévoit des mesures de nationalisations industrielles. Il faut dire que les discussions sur ce point ont été beaucoup plus difficiles. Au dernier moment, elles ont même donné lieu à un véritable affrontement.» Il affirmait encore : «Nous avons mis au centre de notre programme le mot d'ordre : nationalisation des secteurs-clés de l'économie. C'est autour de cette question que s'est déroulée la bataille la plus difficile avec le Parti socialiste, et cela jusqu'à la dernière minute.»

A propos de la nationalisation de la sidérurgie, il affirmait : «La sidérurgie a été l'objet de la discussion la plus âpre de toute la négociation. Le Parti socialiste se refusait catégoriquement à la nationalisation de la sidérurgie et il était même prêt à faire de ce point un motif de rupture des négociations, de refus d'un programme commun.»

Ces contradictions tiennent au caractère spécifique de cette fraction de la bourgeoisie que représentent les dirigeants révisionnistes. N'ayant pas la propriété directe, privée, des moyens de production, elle ne peut en prendre le contrôle qu'à travers l'appareil d'Etat. La fraction de la bourgeoisie qu'ils représentent ne peut se développer qu'en étendant le contrôle de l'Etat sur les moyens de production. C'est pourquoi on peut les caractériser comme étant une bourgeoisie bureaucratique d'Etat. C'est là un trait qui les distingue et les oppose au reste de la classe bourgeoise dont la caractéristique principale est la propriété privée des moyens de production. Les nationalisations auxquelles procèdent les capitalistes ont pour objectif de servir les monopoles privés. Les nationalisations que préconisent les révisionnistes ont pour objectif d'étendre leur contrôle sur des monopoles qui sont aujourd'hui propriété privée de capitalistes monopolistes.

Cette bourgeoisie bureaucratique cache ses objectifs réels en cherchant à faire croire aux travailleurs que les «nationalisations» remettent en cause le capitalisme, afin d'essayer d'amener les travailleurs à l'appuyer dans la réalisation de ses ambitions. Mais en vérité, il ne s'agit que du capitalisme monopoliste d'Etat poussé plus loin qu'il ne l'est aujourd'hui. Au lieu d'être exploitée et opprimée par des capitalistes privés, la classe ouvrière le serait par une bourgeoisie bureaucratique contrôlant l'appareil d'Etat bourgeois et s'engraissant sur le dos du peuple.

...LIÉE AU SOCIAL-IMPÉRIALISME RUSSE

Les contradictions portaient encore sur la défense nationale et la politique internationale. Le PS étant pour l'unité européenne, le maintien de la France dans l'Alliance atlantique, la conservation de l'armement nucléaire ; politique conforme pour l'essentiel à celle suivie par les différents gouvernements de ces dernières années.

De leur côté, les dirigeants du PCF étaient pour la destruction des stocks nucléaires, le retrait de l'Alliance atlantique, contre l'unité européenne.

A la veille de la signature du «programme commun», Marchais déclarait devant le Comité central du PCF :

«Le Parti socialiste est profondément attaché ET à l'Alliance atlantique ET à l'intégration de la petite Europe occidentale... L'insistance acharnée de Mitterrand à laisser la porte ouverte à une force atomique tactique "européenne" est révélatrice non seulement de ses calculs, mais

aussi sans doute de l'existence de certains projets précis dans les milieux pro-européens... Le Parti socialiste souhaite visiblement maintenir l'armement nucléaire existant en état d'alerte et de fonctionnement. De plus il n'a absolument pas renoncé (il ne s'en cache pas) à la constitution d'une force nucléaire européenne. La plus grande vigilance et la poursuite — sous les formes appropriées — de notre action pour la liquidation proprement dite de l'armement nucléaire sont donc nécessaires.»

Nous touchons là une deuxième caractéristique de cette fraction de la bourgeoisie représentée par le PCF : elle constitue une force pro-soviétique. Sur toutes les questions essentielles elle agit conformément aux intérêts impérialistes de l'URSS. Dans le cadre de la rivalité entre l'URSS et les USA pour la domination en Europe, elle agit pour renforcer les positions de l'URSS.

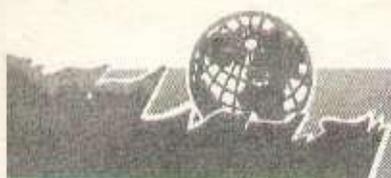
Elle s'oppose à tout ce qui constitue un obstacle aux ambitions du social-impérialisme russe et mène campagne pour tout ce qui les favorise. L'arme nucléaire permet de s'opposer à ses pressions, elle est pour sa destruction. En cachant, bien entendu, la course aux armements nucléaires à laquelle procède l'URSS. L'unité des pays d'Europe de l'Ouest permet de lui tenir tête, elle s'y oppose, en cherchant à cacher la domination fasciste que l'URSS exerce sur les pays d'Europe de l'Est et le fait qu'elle ne cesse d'augmenter ses troupes stationnées aux frontières de l'Europe de l'Ouest.

Les dirigeants du PCF sont liés idéologiquement, politiquement, économiquement au social-impérialisme russe. On sait par exemple, concernant ce dernier point, qu'ils contrôlent des sociétés capitalistes ayant le monopole de l'import-export avec l'URSS et les pays qu'elle domine.

Enfin, ils ne peuvent espérer accéder au pouvoir et s'y maintenir sans le soutien du social-impérialisme russe, car l'autre fraction de la bourgeoisie, mais aussi l'impérialisme US feraient tout pour les en déloger. Ils constituent une fraction bourgeoise dont la base économique et sociale est beaucoup trop faible pour qu'ils puissent agir de façon indépendante. Ils ont besoin du social-impérialisme russe. C'est ce facteur que soulignait Marchais en 1972, quand il déclarait devant le Comité central du PCF que la première donnée favorable à leur accession au pouvoir était «la situation internationale actuelle» et que «le système socialiste» en était «le facteur déterminant».

Le nouveau rapport de forces électoral entre le PS et le PCF mettait ce dernier dans l'impossibilité d'imposer son point de vue au PS. Poursuivre la politique impulsée par Marchais aurait signifié, dans les faits, laisser la direction de «l'Union de la gauche» au PS et mettre en cause les intérêts que représente le PCF.

A suivre — Demain : Nouvelle tactique, nouvel échec.



ALBANIE:

Bientôt, une nouvelle constitution

Une nouvelle constitution est à l'étude en Albanie. Sa préparation a été au centre des travaux de la session de l'Assemblée populaire qui vient de s'achever à Tirana.

Le premier secrétaire du Parti du Travail d'Albanie, Enver Hodja, Mehmet Chehou et d'autres dirigeants du parti et du gouvernement albanais ont participé à cette session.

Dans son rapport de présentation Hysni Kapo, membre du Bureau politique du PTA, a précisé : « La mise au point de la nouvelle constitution servira à l'élevation poussée de la situation révolutionnaire et marquera un grand événement politique et idéologique dans la vie de tout le pays. Elle sera un autre maillon très important dans la chaîne des mesures prises par notre parti pour la révolutionnarisation continue de la vie du pays. »

Rappelant les grandes transformations sociales et économiques qui se sont effectuées au cours des 31 années d'existence du pouvoir socialiste dans le pays, il a ajouté : « Telle est la voie historique parcourue au cours des 31 années par le peuple et notre patrie. Elle témoigne de la justesse de la ligne prolétarienne marxiste-léniniste suivie avec une clairvoyance et une fermeté inébranlable par le Parti du Travail d'Albanie avec à sa tête le camarade Enver Hodja. Elle témoigne de la supériorité indiscutable de l'ordre socialiste que nous avons érigé. »

« La nouvelle constitution, en tant que loi fondamentale de notre Etat de dictature du prolétariat a pour tâche de refléter cette riche expérience qui touche tous les domaines de la vie politique, économique, culturelle, militaire, administrative, etc., de refléter les principes marxistes-léninistes du parti du travail dans sa lutte pour le développement de la révolution socialiste ininterrompue, vers le but final de l'édification du communisme, de refléter la défense conséquente et le développement créateur que notre parti et le camarade Enver Hodja apportent à la théorie marxiste-léniniste sur la dictature du prolétariat et le socialisme. »

Les grandes orientations de la nouvelle constitution qui remplacera celle du 14 mars 1946, doivent ainsi prévenir un retour au capitalisme sous forme de dégénérescence révisionniste du socialisme, et garantir l'indépendance économique du pays. Elles doivent assurer la participation active des masses au gouvernement, permettre une politique étrangère internationaliste, axée sur la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, ancrer le caractère dominant de l'idéologie révolutionnaire de la classe ouvrière.

Elles doivent enfin faire ressortir le caractère profondément démocratique de l'Etat albanais, appuyé sur le contrôle ouvrier direct et encourager la lutte impitoyable contre le bureaucratisme et le libéralisme.

Dans les prisons de Tunis :

LA RESISTANCE S'ORGANISE

Depuis le procès de Tunis, où une centaine de militants marxistes-léninistes de « Perspectives tunisiennes-Le Travailleur tunisien » ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour certains, la répression se poursuit dans les prisons de Tunis.

Face à cette répression, encore une fois, la résistance s'organise : à Tunis, les 22, 23 et 24 octobre une nouvelle grève de la faim a eu lieu ; son but était de revendiquer le rassemblement de tous les prisonniers pendant la promenade ; cette grève a déclenché une grève aussi dans le bague de Borj er Roumi, sur les mêmes revendications, avec en plus l'amélioration des possibilités d'information. Cette grève a été déclenchée à la suite d'une déclaration du directeur des prisons de Tunis, qui annonçait que les prisonniers politiques avaient de bonnes conditions d'information : journaux, revues, livres, télévision...

Les prisonniers veulent donc, soit obtenir ce qui est promis, soit qu'au moins la lumière soit faite sur leurs véritables conditions de détention. Cette grève de tous les prisonniers a débuté le 1er novembre 1975 à Tunis et à Bizerte.

Au 9 novembre, la grève de la faim se poursuivait encore à la prison de Tunis, malgré les violences inimaginables faites aux prisonniers pour les obliger à prendre de la

nourriture : il semble que les gardiens soient allés jusqu'à employer un entonnoir pour faire avaler de la nourriture à un prisonnier !

Un premier succès a pourtant été obtenu : la promenade en commun au lieu de cellule après cellule. Les discussions avec les prisonniers sont aussi moins surveillées.

Le président Bourguiba a proposé de grâcier 9 prisonniers qui étaient condamnés à moins de trois ans de prison ; une demande de grâce a été présentée à ces prisonniers, mais ils ont refusé de la signer, et ont demandé qu'elle soit reportée sur Gilbert Naccache et Ben Kader. Ce qui a été refusé.

D'un autre côté, les familles des prisonniers se sont réunies pour faire une lettre collective à l'administration de la prison pour appuyer les revendications des militants marxistes-léninistes emprisonnés (le 10 novembre).

Plus que jamais, la détermination des prisonniers est grande, plus que jamais leur courage et leur union sont forts ! Autour de leur résistance héroïque, le peuple tout entier s'unit et prend conscience de la vraie nature du régime destourien. Où il y a répression, il y a résistance : dans cette nouvelle grève les prisonniers de Tunis vaincront !

Informations transmises par lettres, par la famille d'un des prisonniers.

EUROPE :

L'AGRESSIVITÉ SOVIÉTIQUE INQUIÈTE L'OTAN

L'URSS a maintenant de « puissantes capacités » de déclencher une attaque militaire, reconnaît Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN, dans une interview. Elle a déjà la capacité de mener une agression contre l'Occident, a-t-il souligné, ajoutant que le but de posséder une telle capacité est « d'engager une offensive ».

Il a précisé que la puissance des tanks soviétiques est peu commune et que sa marine est conçue dans un but offensif « Le nombre des sous-marins soviétiques est plus grand que le total du monde, voilà un problème grave... à l'évidence la fait que les bâtiments de guerre soviétiques sillonnent tous les océans du monde constitue en lui-même une pression politique » a-t-il conclu.

ONU :

LE DROIT DE VETO CONTESTÉ

Le chef de l'Etat lybien a demandé, dans une série de messages adressés aux 72 Etats qui ont voté pour la résolution assimilant le sionisme au racisme, la suppression du droit de veto des grandes puissances aux Nations-Unies.

Il y déclare que ce droit arbitraire est comparable au droit divin dont disposaient les rois au Moyen-Age et exprime l'espoir que les 72 Etats remporteront un jour une nouvelle victoire « historique et humanitaire » en obtenant l'abolition du droit de veto.

Rappelons que la République populaire de Chine, qui, en tant que membre du Conseil de sécurité dispose du droit de veto, milite activement en faveur de son abolition.

SAHARA OCCIDENTAL :

RIEN N'EST DÉFINITIVEMENT RÉGLÉ

Le gouvernement espagnol « n'est lié aujourd'hui par aucun compromis formel en ce qui concerne le sort du territoire et de la population » du Sahara occidental a déclaré le ministre de la présidence espagnole, au cours de la séance plénière des Cortès (assemblée espagnole) consacrée au projet de loi sur la décolonisation. « Cette loi, si elle est votée, représentera un premier pas juridiquement valable sur le chemin de la décolonisation, un premier pas qui ne préjugera pas du sens et de la direction de ceux qui pourront suivre » a-t-il précisé.

Cette déclaration infirme les affirmations marocaines proclamant qu'un accord tripartite Maroc-Mauritanie-Espagne, aurait abouti, reconnaissant la partition du Sahara occidental entre ces deux premiers pays.

Les combats entre unités armées du F. POLISARIO et l'armée marocaine se font actuellement plus intenses à la frontière des deux pays.

URUGUAY :

VAGUE D'ARRESTATIONS

Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées depuis le début du mois en Uruguay et sont depuis détenues au secret. Leurs familles multiplient les démarches auprès de la Croix Rouge internationale et de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. La police de Montevideo se refuse à toute déclaration affirmant seulement qu'il n'y a pas plus d'arrestations que d'habitudes.

CORSE : De nos envoyés spéciaux

LES CORSES EN ONT ASSEZ !

Notre journal a récemment décidé d'effectuer un reportage en Corse, afin d'y mieux connaître la situation. Nos deux envoyés spéciaux nous livrent ici leurs premières impressions.

Ce qui nous a frappé, tout au long de notre séjour c'est le profond mécontentement du peuple corse, ouvriers, employés, petits paysans, petite bourgeoisie, son esprit de révolte et sa volonté de lutte. En un mot «les Corses en ont assez !»

Ils en ont assez de ne pas trouver du travail sur place, d'être obligés de quitter la Corse. S'expatrier a toujours été la seule solution pour le paysan corse chassé de la terre qu'il travaille, hier par des propriétaires fonciers exigeant des fermages exorbitants, aujourd'hui par les promoteurs et requins du tourisme. Seuls restent quelques vieux qui acceptent de vivre sans confort et sans progrès, quelques bergers chaque jour plus dépendants de la société Roquefort qui fait main basse sur une grande partie de la production laitière. En Corse, en dehors des entreprises du bâtiment, des services publics et des banques les emplois sont rares, les entreprises importantes également (seulement une entreprise dépasse 500 salariés et 11 ont plus de 100 salariés, par contre 2 450 «entreprises» ont entre 1 et 4 salariés). Aussi la classe ouvrière ne représente-t-elle que 27 % de la population active (au lieu de 55 % sur le plan national) et la population active 29 % de la population totale (contre 41,7 % pour la France entière).

La Corse, parti sur le continent, souvent dans l'administration, ne pourra la plupart du temps y revenir que pour la retraite, la plupart des postes étant pourvus par des continentaux (on prévoit qu'en 1985 il y aura en Corse 320 000 habitants dont seulement 120 000 Corses d'origine !)

Les paysans corses sont révoltés de n'avoir jamais pu obtenir de subventions et crédits intéressants pour le développement de leur agriculture et de voir du jour au lendemain les anciens colons pieds-noirs obtenir subventions généreuses et crédits à long terme (remboursables uniquement le jour où les terres produiront !) pour mettre en valeur des terres achetées à bas prix. Comment ces Corses ne réagiraient-ils pas en voyant ces colons refaire ici ce qu'ils ont fait en Algérie, surtout lorsqu'ils entendent les gendarmes mobiles les traiter de «ratons» ou de «bicots».

Les Corses en ont assez d'être envahis par un tourisme de luxe qui défigure totalement leur pays, chasse ses habitants en s'accaparant les terres, ne profite essentiellement qu'aux banques qui investissent ici dans le tourisme (on parle de «gisement touristique») comme ailleurs dans l'électronique ou la chimie.

Les Corses ne veulent plus de la vie politique truquée qu'on leur offre, ils ne veulent plus être obligés de choisir d'appartenir à l'un des deux clans qui se disputent le partage des subventions, des places à l'assemblée nationale, aux conseils généraux, dans les municipalités, dans l'administration, le clan dit «de gauche» du sénateur radical socialiste Giacobbi et le clan «de droite» de Rocca Serra (aussi réactionnaire l'un que l'autre). La puissance de ces clans est telle nous disait un ami corse que l'on est bien souvent obligé de passer ici par le «piston» du chef de clan ou d'un de ses membres influents pour obtenir son dû, ce que, sur le continent on obtiendrait, en le demandant tout simplement.

Les Corses en ont assez de ne pouvoir apprendre et parler officiellement leur langue (toujours

vivante dans la vie courante), de ne pouvoir librement développer la culture et les traditions populaires de leur île.

Assez enfin d'être, surtout ces derniers temps, occupés militairement par la gendarmerie mobile et les CRS (sans parler de la présence pesante de la Légion étrangère), assez des insultes et des propos racistes des flics, assez des vexations et des violences policières. Tout au long de son histoire le peuple corse a montré son attachement farouche à la liberté. Comme le peuple albanais, dont il se rapproche par tant de traits, il a montré qu'il ne supporte pas les chaînes, les fascistes italiens et les nazis allemands l'ont, au cours de la dernière guerre appris à leurs dépens. La magnifique résistance corse, dirigée par les communistes, les a chassés en effet hors de l'île, libérée par ses propres habitants dès octobre 1943, à la suite de l'insurrection du 9 septembre.

En fait depuis les événements d'Aléria et surtout ceux de Bastia, depuis l'arrestation d'Edmond Siméoni et de ses compagnons, la quasi unanimité des masses populaires corses s'est réalisée. S'est-elle faite sur la revendication de «l'autonomie» ? Non, nous ne croyons pas, même si l'idée d'autonomie a fait ces dernières semaines, de grand progrès. Cette unanimité s'est faite pour ne plus accepter la situation actuelle, contre la présence des CRS et gendarmes mobiles, pour réclamer la libération des militants autonomistes.

Nous avons là un véritable mouvement de masse qui s'affronte directement au pouvoir capitaliste. Son orientation semble être de plus en plus progressiste et anticapitaliste comme en témoigne la place importante qu'y tient la CFDT corse (qui a connu ces dernières années une progression spectaculaire du nombre de ses adhérents), si l'on en juge par les appels à lutter contre le racisme (il y a en Corse 16,5 % de travailleurs immigrés pour la plupart maghrébins), les références fréquentes au tiers monde, à l'Algérie particulièrement, ne serait-ce que par ses inscriptions sur les

murs de Bastia désignant le préfet Riolacci sous le nom de... Riolariki (comme harki !). Enfin pour se convaincre que ce mouvement n'est pas fasciste il suffirait de lire «Rivarolo», «Minute» ou «l'Aurore» qui traitent les Corses de «rebelles» et appellent à la répression des «révoltés».

Face à ce mouvement de masse chacun doit se déterminer. Il y a ceux qui sont contre : bien sûr le gouvernement, les éléments importants des clans, les élus de toutes tendances, mais aussi les dirigeants du PCF qui se sont mis complètement en travers, ont condamné, calomnié. Le résultat n'a pas tardé à se faire sentir : malgré l'appel des dirigeants EGT, la grève générale a été suivie partout, Balanger n'a réuni que quelques dizaines de personnes à Bastia et un malaise réel s'est emparé de nombreux militants de ce parti, déjà ébranlés par d'autres «affaires» comme l'élimination de certains dirigeants issus de la résistance.

Il y a ceux qui donnent des conseils et restent sur le bord de la route : c'est le cas des trotskystes de la Ligue, qui, arrivés de Paris, ont joué aux grands seigneurs et aux «professeurs os-révolution».

Il y a ceux enfin qui résolument ont choisi d'être dans le mouvement de masse afin de lui donner une orientation de plus en plus progressiste et révolutionnaire. Nombreux sont déjà les militants corses qui se rendent compte que derrière «l'autonomie» chacun peut mettre ce qu'il veut et que demain le pouvoir capitaliste peut très bien accorder «l'autonomie» à la Corse (comme la Sardaigne est «autonome» en Italie), à ce moment-là les Rocca Serra, Giacobbi et autres Zuccarelli seront les champions de «l'autonomie». La situation du peuple corse, elle, restera inchangée.

De plus en plus nombreux seront les militants corses qui comprendront que la seule solution pour le peuple corse c'est la révolution prolétarienne en France et la destruction de l'État capitaliste français. Alors le peuple corse pourra réaliser toutes ses aspirations et devenir enfin maître de son île.

Justice est faite!

UN EPISODE ILLUSTRÉ DE LA RÉSISTANCE EN ITALIE



ARRESTATIONS, DÉPORTATIONS ET MISE À L'ÉCART DE NOMBREUX CHEFS DE LA LUTTE GANDESTINE NE PARVIENNENT PAS À EMPÊCHER D'AUTRES GRÈVES. EN MARS 1944, LA SITUATION S'AGGRAVE. L'OBJECTIF IMMÉDIAT DE LA RÉSISTANCE EST L'ÉLIMINATION DE CESARINI, DEVENU TRÈS ACTIF.



... LE PARTISAN GIOVANNI PESCE DU GROUPE ARME PARTISAN RENCONTRE UN CAMARADE DU COMMANDEMENT RÉGIONAL DE LA RÉSISTANCE QUI LUI COMMUNIQUE L'OBJECTIF DE LA PROCHAINE ACTION : L'ÉLIMINATION DU BOURREAU CESARINI !

UNE TÂCHE ARDUE... (À SUIVRE)

FRANCO MORT, LA LUTTE DES PEUPLES D'ESPAGNE CONTINUE !

DEPUIS 1936...

JUSQU'A AUJOURD'HUI...



1936 : barricades républicaines à Madrid.



Manifestation récente du FRAP en plein cœur de Madrid.

MALGRÉ LA RÉPRESSION FÉROCE DU RÉGIME FRANQUISTE,...



Arrestations, emprisonnements, tortures, depuis 40 ans.



Franco et Hitler en 1940.



LES OUVRIERS ET PAYSANS D'ESPAGNE...



Meeting paysan en 1936.



Le peuple en armes en 1936.

N'ONT JAMAIS CESSÉ LA LUTTE !



Les manifestations antifranquistes bravent la répression fasciste.

LOI ANTICASSEURS, LOI SCÉLERATE ANTI OUVRIÈRE !

Jeudi s'est tenu à Poitiers le procès de quatre travailleurs, trois délégués CFDT et un CGT, employés à l'entreprise Bléreau, fabriquant à Châtelleraut pour le compte de la société américaine Fenwick des chariots élévateurs.

Suite à un certain nombre de mesures imposées par le PDG — horaires ramenés de 42 h 50 à 40 heures avec perte de salaire depuis le 1er décembre 1974, puis licenciements des travailleurs en longue maladie et de ceux partis au service militaire, 4 semaines de chômage sans compensation entre juillet et octobre — les 600 travailleurs des usines Bléreau de Châtelleraut avaient organisé un certain nombre de débrayages.

À l'issue de plusieurs réunions avec la direction, qui s'étaient toutes soldées par des échecs, les travailleurs devaient durcir leur combat pour obtenir satisfaction sur quatre revendications suivantes : augmentation uniforme de 150 F pour tout le personnel, parité des salaires avec les usines Fenwick de St-Ouen avec lesquelles les différences de salaires atteignent actuellement 500 et 600 F, compensation totale des réductions d'horaires et du chômage partiel. Cette lutte devait conduire 350 travailleurs à garder dans leur bureau 11 cadres le 9 octobre de 10 heures du matin à 1 heure le lendemain matin, heure à laquelle intervenaient les flics.

Sur demande de Marchetti lui-même, secrétaire de la Fédération des métaux de la CGC (Confédération générale des cadres), 4 travailleurs devaient être inculpés au titre de la loi « anticasseurs » pour cette action qualifiée par la bourgeoisie de séquestration, alors qu'à aucun moment les 11 cadres retenus n'avaient été mal traités par les ouvriers. Ceux-ci avaient même montré à cette occasion toute l'attention qu'ils portent à leurs chefs, allant jusqu'à restaurer chacun d'eux le midi du 9 octobre d'une carafe d'eau, d'un sandwich et d'un os.

PORTUGAL : SITUATION TRES TENDUE

La tension politique au Portugal a atteint un degré explosif au cours de la journée d'hier et de la récente nuit. Ripostant à la décision du gouvernement de suspendre ses activités le PCP et autres forces prosoviétiques appelaient à une manifestation à 14 heures devant le palais de Bélem, résidence du chef de l'État, le président Costa Gomes. La manœuvre visait à obtenir du président Gomes qu'il démette le 6^e gouvernement de ses fonctions et mette en place un nouveau gouvernement favorable à Moscou.

La gravité de la situation tient à la division des Forces armées qui se fait plus aiguë que jamais. Un certain nombre de militaires en uniforme, parmi lesquels on reconnaissait des éléments connus de la « Cinquième division », l'appareil de propagande du PCP dissous par le 6^e gouvernement, se trouvaient mêlés à la foule qui, à minuit encore, cernait le palais présidentiel, pendant que le Conseil de la révolution, réuni par mesure de sécurité en dehors de Lisbonne, siégeait sans discontinuer. Des camions militaires du « RALIS », le régiment de Lisbonne favorable au PCP, faisaient la navette pour amener sur les lieux de la manifestation des habitants des banlieues.

La troupe est consignée en état d'alerte et les radios sont gardées militairement. Le président Gomes, qui a quitté dans la soirée la réunion du Conseil de la révolution, s'est adressé à la foule pour lancer un appel à l'unité nationale, à la vigilance face au danger de guerre civile et à un possible retour du fascisme, pendant que les éléments pro-sovié-

Jeudi à 9 heures commençait l'audience. Elle voyait d'abord défilier 11 cadres venus répondre à la question « comment donc s'est déroulée cette journée du 9 octobre ? » et témoigner du bien-fondé de l'inculpation des quatre délégués syndicaux. Puis leur avocat s'efforçait d'être convaincant et dénonçait avec passion la « violence gratuite qui frappe le personnel d'encadrement » et les « prises d'otages, ces actions qui peuvent dégénérer, ces séquestrations qui se multiplient : 2 chez Poclair, 3 chez Sonatex et maintenant 11 chez Bléreau ; ces séquestrations qui loin d'être spontanées sont préméditées, il n'y a qu'à voir les tracts distribués pour voir que les syndicats ont chauffé le personnel ».

Au terme de 5 heures de débats, le procureur général réclamait pour les 4 travailleurs des peines de 1 à 3 mois de prison avec sursis, et il était annoncé que le jugement serait rendu public le 5 décembre prochain.

De nombreux travailleurs de la région étaient venus soutenir leurs camarades inculpés. Et outre 170 travailleurs de Bléreau on notait la présence de ceux des entreprises Jeager, Schlumberger, Sfena, Domine, AEF, etc. À plusieurs reprises les travailleurs présents dans la salle d'audience devaient manifester leur indignation devant les propos tenus par la direction, les cadres, ou leur avocat, et le président devait alors menacer de faire évacuer la salle. Enfin, l'audience achevée, ces travailleurs parlaient en manifestation à travers la ville.

Ainsi une nouvelle fois la bourgeoisie se prépare à recourir à la loi scélérate. Une nouvelle fois, après de nombreux ouvriers, après les 23 paysans condamnés en l'espace d'une semaine début octobre à Morlaix au titre de cette même loi de sinistre renom, voici que 4 travailleurs sont sous le coup de la loi « anticasseurs » que les partis de la bourgeoisie, à commencer par le PCF, voulaient faire passer pour une loi antigauchistes.

tiques scandaient les noms de « Vasco Gonçalves » (agent de Moscou) et de « Othello de Carvalho » (proche des trotskystes du Front uni « révolutionnaire »).

Au même moment le secrétaire du PCP Alvaro Cunhal, en tournée dans les pays de l'Est, tenait une conférence de presse à Berlin-Est où il insistait — comble de l'hypocrisie ! — sur « la nécessité de réaliser l'entente entre les différentes tendances progressistes, en particulier au sein du Mouvement des forces armées »... Alors que le PCP n'a pas cessé un instant de semer la division au Portugal, entre les ouvriers, entre les soldats, entre les habitants du Nord et du Sud, n'hésitant pas à conduire le pays au bord de la guerre civile.

Le Parti socialiste, lui, vient d'appeler ses militants, face à la gravité de la situation, à descendre à leur tour dans la rue, les heures qui viennent risquent d'être graves pour le Portugal.

DEFFERRE A DIT...

Recevant le ministre de l'Équipement, Galley, Defferre, le maire socialiste de Marseille, a déclaré, en invoquant « le glorieux combattant de la France libre » :

« Nous étions à l'époque du même côté. La paix et la liberté retrouvées, nous avons suivi chacun notre chemin. Vous êtes maintenant un ministre du gouvernement et me

SUITE DE L'ÉDITORIAL

Jamais les peuples d'Espagne n'ont abandonné leurs luttes qui n'ont cessé de gagner en ampleur. Sait-on que c'est en Espagne où un travailleur qui fait grève sait qu'il risque sa vie, que le nombre des journées de grève est le plus élevé d'Europe ? Déjà des manifestations populaires se préparent pour dénoncer la répression, revendiquer les libertés démocratiques.

Mais les leçons du Portugal voisin sont aussi précieuses à réfléchir pour les peuples révolutionnaires d'Espagne. Le pays est désormais un nouveau point chaud qui s'ouvre dans cette Europe tant convoitée par les deux supergrands, au prix d'une guerre s'il le faut. Tous deux vont chercher à y consolider leur influence par des pressions extérieures comme par le travail de leurs agents à l'intérieur.

La riche expérience du peuple portugais nous enseigne que pour avancer la lutte des peuples doit se développer résolument contre l'une et contre l'autre superpuissances, simultanément. Toute illusion aboutissant à s'appuyer sur le social-impérialisme russe pour contrer l'impérialisme américain doit être rigoureusement combattue. Qu'elle soit russe ou américaine, la botte impérialiste est toujours aussi féroce pour les peuples. Leur aspiration, leur volonté, la condition de leur avancée révolutionnaire est de rejeter l'une comme l'autre pour renverser le fascisme et le capitalisme.

JOURNÉES D'ACTION EN CORSE

À l'appel des mouvements autonomistes de l'île, trois journées d'action débutent aujourd'hui pour réclamer notamment la liberté du docteur Edmond Siméoni. D'importants renforts de gendarmes mobiles sont arrivés sur place dès jeudi matin et plusieurs perquisitions ont été effectuées au domicile de militants autonomistes.

Ces journées prévoient notamment une grève générale dans l'île vendredi après-midi et une manifestation de plusieurs milliers de personnes se regroupant à Aléria, sur les lieux mêmes où, l'été dernier, se déroulèrent les incidents qui devaient conduire à l'arrestation du docteur Siméoni.

Rappelons que ces incidents avaient eu pour origine la dénonciation par le mouvement autonome l'ARC des fraudes scandaleuses réalisées par un certain nombre de gros négociants en vins. 8 de ces derniers viennent seulement d'être inculpés, 6 mois après que les militants corses aient publiquement dénoncé leurs agissements.

« Le peuple corse, a déclaré Max Siméoni, ne peut plus supporter que, pour avoir voulu obliger l'État à faire respecter la justice et la loi, les patriotes corses soient emprisonnés et pourchassés, pendant que les inculpés de la cavalerie bancaire jouissent de l'entière liberté. »

(Voir reportage page 6)

voilà un modeste représentant de l'opposition. Je ne pense pas être discourtois en rappelant ce qui nous a unis et en rappelant ce qui nous oppose. Dans l'avenir, ce sera peut-être le contraire. Il y aura en effet des choses qui pourront se produire d'ici là, et c'est ce qui fait un des charmes de la vie politique de notre pays.»

L'Union de la gauche se porte bien...